

National Assessment – The Need for a Canadian Solution Examen national : le besoin d'une solution canadienne

BY / PAR KIRSTEN NORTH, OD, PRESIDENT CAO

“**L**abour mobility” refers to the freedom of workers to practice their occupation wherever opportunities exist. Every year, approximately 200,000 Canadians relocate to a different province or territory and look for work. The Agreement on Internal Trade (AIT), signed in 1994 by the Government of Canada and the provincial and territorial governments, makes it easier for people, investments, and services to move across Canada. The provisions of AIT impact all regulated professions including optometry.

In late 2009, the B.C. College of Optometrists determined that it would accept the American National Board Exam in Optometry (NBEO) as equivalent to the Canadian Standard Assessment in Optometry (CSAO) for applicants registering to practice optometry in B.C. This decision caused concern because applicants could apply to B.C. and use the mobility provisions of AIT to transfer their license to another province. Since the NBEO is written by U.S. optometry students and many in Canadian schools, there would be no incentive to write the CSAO.

It was suggested that this issue be discussed at the annual Optometric Leaders' Forum hosted by The Canadian Association of Optometrists (CAO). A special session was held on January 29, 2010 with presentations about the history of the AIT, the roles and responsibilities of the Canadian Examiners in Optometry (CEO) and the Canadian Optometric Regulatory Authorities (CORA). There was a review of models used by other professions and whether legal interpretations may offer clarity or other options. Those attending were challenged to answer the following questions:

- Is it necessary and/or realistic to have a standardized competency exam after graduation from an accredited school of optometry?
- If the answer is yes, then is it necessary and/or realistic that this be a Canadian exam?

The feedback showed considerable support for maintaining a Canadian entrance examination. Regrettably, the session did not find a solution to resolve the current inconsistent registration process. The B.C. College maintained its position and shortly after, the Alberta College of Optometrists decided to accept the NBEO as equivalent to the CSAO. The Canadian Examiners in Optometry is now planning its future, based on all possible scenarios.

CAO has a limited role in this matter. The licensing process is the responsibility of provincial regulatory bodies which originally founded the CEO to perform the role of national assessment.

The CAO has long supported the Canadian Examiners in Optometry and the CSAO. CAO Council revisited its position in July, 2009 and unanimously agreed that it supports a Canadian national, standardized competency examination after graduation from an accredited school of optometry. We urge the Canadian Examiners in Optometry and provincial regulatory bodies to work to this end. CAO members can assist in the process. Speak with your provincial college representatives and attend annual meetings. Take an active role in learning more and follow how this progresses and is ultimately resolved.

L'expression « mobilité de la main-d'œuvre » désigne la liberté des travailleurs d'exercer leur profession là où l'occasion est offerte. Chaque année, environ 200 000 Canadiens se réinstallent dans une autre province ou un autre territoire pour chercher du travail. Signé en 1994 par le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces et territoires, l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) facilite les déplacements au Canada, qu'il s'agisse des gens, des investissements ou des services. Les dispositions de l'ACI touchent toutes les professions réglementées, dont l'optométrie.

À la fin de 2009, le Collège des optométristes de la C.-B. a décidé d'accepter l'examen national d'optométrie des États-Unis (NBEO) comme équivalent de l'Évaluation canadienne standardisée en optométrie (ÉCSO) pour toute personne demandant à exercer l'optométrie en Colombie-Britannique. Cette décision a soulevé des préoccupations parce que les requérants pouvaient présenter une demande en Colombie-Britannique et ensuite invoquer les dispositions de mobilité de l'ACI pour déménager dans une autre province. Étant donné que les étudiants en optométrie des États-Unis et beaucoup d'autres dans les écoles canadiennes se présentent à l'examen américain, il n'y aurait aucune incitation à se présenter à l'ÉCSO.

On a proposé que cette question soit abordée au Forum annuel des dirigeants optométriques qu'organise l'Association canadienne des optométristes (ACO). Une séance spéciale a donc eu lieu le 29 janvier 2010 et des exposés y ont été présentés sur l'histoire de l'ACI, les rôles et les responsabilités des Examineurs canadiens en optométrie (ECO) et des Autorités canadiennes de réglementation en optométrie (ACRO). Les participants ont aussi examiné les modèles utilisés par les autres professions et ils ont cherché à savoir si les interprétations

juridiques étaient susceptibles d'offrir plus de clarté ou d'autres options. Les participants ont eu à répondre aux questions suivantes :

- Est-il nécessaire et/ou réaliste de faire subir un examen normalisé aux diplômés d'une école d'optométrie agréée?
- Dans l'affirmative, est-il nécessaire et/ou réaliste que ce soit un examen canadien?

Les commentaires reçus penchent en grande partie vers le maintien d'un examen d'entrée canadien. Malheureusement, les participants n'ont pas pu trouver une solution à l'incohérence du processus d'inscription actuel. Le Collège de la C.-B. est demeuré sur ses positions et, peu de temps après, le Collège des optométristes d'Alberta a lui aussi décidé d'accepter le NBEO comme équivalent de l'ÉCSO. Les Examineurs canadiens en optométrie feront le point en se fondant sur tous les scénarios possibles.

L'ACO joue un rôle limité à cet égard. Le processus d'agrément relève des organismes de réglementation provinciaux qui ont, à l'origine, créé les ECO pour prendre en charge l'examen national.

L'ACO appuie depuis longtemps les Examineurs canadiens en optométrie et l'ÉCSO. Le Conseil de l'ACO a réexaminé sa position en juillet 2009 et a décidé à l'unanimité de promouvoir un examen national canadien normalisé après la remise des diplômes d'une école d'optométrie agréée. Nous exhortons les Examineurs canadiens en optométrie et les organismes de réglementation des provinces à faire de même. Les membres de l'ACO peuvent aider à cette fin. Rencontrez les représentants de votre ordre ou collège provincial et assistez aux assemblées annuelles. Jouez un rôle actif en vous informant davantage et en surveillant la façon dont cette question sera résolue en fin de compte.